

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 39 (1989)

**Heft:** 4

**Buchbesprechung:** Les villes dans la France moderne (1740-1840) [Bernard Lepetit]

**Autor:** Walter, Français

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Ces quelques notations relevées au fil de la lecture ne suffisent certes pas à rendre compte de la richesse de ce livre. Non seulement K. Pomian parvient à réhabiliter un objet de recherche abandonné aux seuls spécialistes en lui redonnant toute les dimensions et la singularité d'un objet historique. Mais encore, arpantant les chemins de la géographie, de l'histoire sociale, économique, politique avec un rare bonheur, il réussit à faire de l'histoire des collections un axe privilégié d'une histoire de la culture qu'elle incarne et donne à voir à la fois. Ouvrant ainsi de nombreuses voies neuves, comme celle déjà souhaitée par Lucien Febvre d'une histoire sociale du goût et de la curiosité; comme celle encore d'une histoire des attitudes à l'égard du visible et de l'invisible; comme celle enfin d'une histoire des rapports entre espace privé et espace public qui se nouent entre collections privées et musées, K. Pomian nous propose une démarche historienne et une réflexion théorique qui ne se lisent pas seulement dans le premier chapitre, mais tout au long du livre.

*Epalinges*

*Bertrand Müller*

BERNARD LEPETIT, *Les villes dans la France moderne (1740–1840)*. Paris, Albin Michel, 1988. 490 p. (L'Evolution de l'humanité. Bibliothèque de synthèse historique).

Lors de précédentes recensions des travaux de l'auteur, j'ai déjà eu l'occasion de souligner à quel point les recherches de Bernard Lepetit ouvrent des voies nouvelles à l'histoire. C'est en particulier l'histoire économique et sociale qui renoue, enfin, avec une grande tradition, celle des Simiand et Labrousse. Je crois même que le projet de Lepetit n'implique rien de moins qu'un tournant dans notre manière de penser et d'écrire. Eblouissant de rigueur scientifique sans sacrifier pour autant l'élégance de l'expression, il réussit ce tour de force de dire, au sens littéraire du mot, les raisonnements les plus subtils. En virtuose de l'outil informatique, il sait parfaitement intégrer les potentialités de l'analyse factorielle en évitant les pièges néo-positivistes. Convaincu que l'histoire ne peut éternellement se complaire dans l'empirisme naïf, l'auteur construit pas à pas un objet scientifique, confronte les hypothèses à la réalité documentaire, débouche sur des modèles. Pour la première fois, un historien nous éclaire sur ce que peut être – je n'ose pas encore écrire «doit être» – une recherche en sciences sociales digne de ce nom.

L'ouvrage est si riche méthodologiquement qu'on en vient presque à oublier l'objet: étudier l'évolution des systèmes urbains dans la France préindustrielle pour «contribuer à l'histoire des formes d'organisation de l'espace économique». Fi de la sacro-sainte monographie régionale! La thèse est résolument macroanalytique et hexagonale, justement parce que les configurations spatiales ne sont jamais données d'emblée. Dans la foulée des travaux pionniers de Jean-Claude Perrot, l'auteur réhabilite donc l'analyse économique urbaine. Son point de départ est un constat quantitatif: la relative stabilité des niveaux d'urbanisation entre le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Glissant alors des chiffres aux mots, Lepetit recourt aux représentations, pour nous convaincre du mouvement. Car la définition de la ville change au moment où les cités échappent à leur corset de remparts obsolètes. L'économique devient premier, se substituant aux traditionnelles prépondérances, lorsqu'on découvre les fonctions urbaines. Si l'on admet avec l'auteur que ce qui est désormais pensable par les contemporains corresponde tant soit peu au réel, l'analyse d'une matrice de 309 villes et 29 indicateurs devrait nous acheminer tout naturellement à une typologie dans laquelle les villes se répartissent entre un axe marchand moderne et un axe administratif plus traditionnel. C'est oublier que là où l'honnête chercheur croit aboutir, Lepetit excelle à multiplier les résultats à caractère contre-intuitif. De fait, rien n'est si simple, les hiérarchies sont plurielles et les villes forment système. Multipliant les angles d'attaque du problème, l'auteur pose sans cesse de nouvelles questions,

formule de nouvelles hypothèses, avoue au passage son impuissance momentanée à les résoudre mais finit toujours, par un détour inventif, à assurer sa démonstration en exhumant à chaque fois un type de sources inattendues.

Quels sont donc les principes organisateurs des réseaux urbains? L'administration l'emporte et les réajustements de la Révolution ne remettent pas fondamentalement en cause les prééminences antérieures. La tentation de hiérarchiser à l'aide de critères économiques et démographiques, ceux-là même qui médiatisent notre lecture de l'espace depuis Christaller, doit céder le pas à la réalité de l'économie d'Ancien Régime. Ici, ce sont encore les biens de consommation (et donc le groupe consommateur le plus puissant) qui fournissent le moteur à l'expansion. Mais attention, les similitudes de formes rigoureusement testées par Lepetit, pas plus que les descriptions balzaciennes de l'atonie provinciale ne traduisent des permanences fonctionnelles. Les structures spatiales résistent au temps à condition de modifier leurs fonctionnements. Voilà ce que démontre l'étude des effets d'une infrastructure de transports sur le réseau urbain. Ceux-là n'ont rien de linéaire – le commode indicateur démographique ne parlant pas – et pourtant, alliés à quelques autres indices, ils mettent en évidence deux types d'organisation spatiale: «émergence des réseaux de places centrales au Nord, permanence de l'armature des capitales au Sud». Comme une économie de la circulation s'est substituée à une économie de la consommation, Lepetit peut conclure: «La superposition imparfaite des trames géographiques, des histoires différentes, et l'inégale coïncidence des temps du changement génèrent, dans l'apparente fixité des niveaux régionaux de l'urbanisation des fonctionnements différenciés.» Une conclusion toute simple, mais quelle démonstration!

Genève

François Walter

FRANZ X. BISCHOF, *Das Ende des Bistums Konstanz. Hochstift und Bistum Konstanz im Spannungsfeld von Säkularisation und Suppression (1802/03–1821/27)*. Stuttgart, Kohlhammer, 1989. 572 S., Abb. (Münchener Kirchenhistorische Studien, Bd. 1). ISBN 3-17-010575-2. DM 89.–.

Zahlreiche Forschungsarbeiten der letzten Jahre haben das Interesse an der Geschichte der deutschen geistlichen Staaten neu geweckt. Obwohl die meisten Hochstifte sich in der Zeit der Aufklärung durch Reformen in erstaunlichem Mass regeneriert hatten, war ihre Zeit abgelaufen. Im Gefolge der Französischen Revolution fielen sie der Säkularisation zum Opfer. Die deutsche Kirche war damit ihrer organisatorischen und wirtschaftlichen Existenzgrundlage beraubt. Die kirchliche Neuordnung erfolgte in den Jahren nach dem Wiener Kongress; sie hatte den neuen Staatsgrenzen und dem staatskirchlichen Grundsatz der Übereinstimmung von Bistums- und Landesgrenzen Rechnung zu tragen. Die Geschichte und ihre Hintergründe, die das Bistum Konstanz in den Jahren der Säkularisation und der kirchlichen Neuordnung untergehen liessen, sind das Thema der vorliegenden, von Prof. Manfred Weitlauff angeregten und an der staatlichen Theologischen Fakultät Luzern eingereichten Dissertation.

Ihr Verfasser, Franz Xaver Bischof, kann seine Untersuchung auf eine breite archivalische Quellenbasis abstützen, hat er doch handschriftliche Bestände von 15 Archiven und Bibliotheken auf sein Thema hin durchgesehen. Zunächst gilt es – wie bei allen Bistümern der alten Reichskirche –, zwischen dem weltlichen Territorium des Bischofs von Konstanz und seinem geistlichen Jurisdiktionsbereich zu unterscheiden. Die Diözese Konstanz war flächenmäßig der grösste geistliche Sprengel des Reiches; sie umfasste zwischen Aare, Rhein und Gotthard auch einen grossen Teil der deutschsprachigen Schweiz. Verglichen mit der Diözese war die Grösse des Hochstifts äusserst bescheiden. Es erstreckte sich zu beiden Seiten des Hochrheins und des Bodensees, bildete indessen kein geschlossenes Territorium; schweizerischerseits waren Arbon